

## PRÉFACE À L'ÉDITION GRECQUE

Comme beaucoup d'interventions philosophiques, ce livre est d'abord né d'une colère théorique. Après tout, l'œuvre de Platon n'est-elle pas, en grande partie, née d'une colère contre les sophistes ? Je ne pouvais supporter l'arrogance de tous ceux qui, prétendant faire table rase de la pensée des années soixante (Foucault, Althusser, Lacan...), nous présentaient comme une grande nouveauté une sorte de moralisme académique tout à fait dérisoire. Je ne voyais dans cette opération, relayée par la télévision, la presse, et finalement tous les hommes politiques, qu'un retour à des vieilleries réactionnaires tout à fait identifiées : le primat de la morale sur la politique ; la certitude d'une supériorité de l'Occident bourgeois sur tout le reste ; l'existence d'une prétendue « nature humaine », et des « droits » qui lui sont associés ; l'anti-communisme vulgaire ; l'évidence, véritablement totalitaire, de l'excellence du capitalisme et de sa forme politique usuelle, le parlementarisme. Et enfin la vassalité de la philosophie, abdiquant toute fonction critique, devant l'ordre mondial établi.

J'ai donc d'abord tenté de montrer que cet appareillage ne valait rien, et qu'il substituait à la critique philosophique une pure et simple propagande pour les « valeurs » dominantes de l'ordre que nous supportons. J'ai critiqué frontalement l'idéologie humanitaire,

la politique de soumission, et l'académisme exsangue, qui nous tiennent lieu de « philosophie » médiatique.

Mais je ne voulais pas en rester là. Il me semble périlleux d'abandonner aux chiens de garde du capitalo-parlementarisme le beau mot d'« éthique ». J'ai donc aussi esquissé un tout autre sens de ce mot, arraché au moralisme pseudo-kantien, et rapporté à sa racine véritable : les événements de vérité.

Il ne s'agit bien entendu que d'une brève introduction. Le développement complet d'une éthique des vérités se fera dans le prolongement de la nouvelle théorie de la vérité que j'ai déployée dans mon livre fondamental *L'Être et l'événement*. Je me suis cependant efforcé d'être aussi complet que possible, au moins en ce qui concerne les orientations majeures d'une éthique véritable, qui préserve, et même exige, les droits de la création, de l'invention dans la pensée, de la politique d'émancipation, de l'art d'avant-garde. Éthique qui se tient à bonne distance de tout humanisme bêtifiant.

Je me réjouis que les Grecs puissent juger mon entreprise. Ne sont-ils pas les descendants de ceux qui, inventant la philosophie, s'opposant à toute pensée servile ou sophistique, ont forgé le mot « éthique » ? Je ne puis donc que remercier traducteur et éditeur d'avoir pris le risque de proposer à la lecture et aux objections cet essai, à la fois dense et ouvert.

Décembre 1997

## PRÉFACE À L'ÉDITION ANGLAISE

Le destin de ce livre est singulier. Il s'agit en effet d'une commande, destinée à une collection scolaire et universitaire. J'ai accepté de l'écrire par amitié pour celui qui en avait eu l'idée, Benoît Chantre, un des rares véritables éditeurs d'aujourd'hui. Je l'ai écrit à la campagne, pendant l'été 93, en deux semaines, stimulé par de constants coups de téléphone de ce même Benoît Chantre. Ma subjectivité était donc celle de l'exercice dont on vous impose les règles : nombre de caractères fixé, nécessité d'être lisible par un public non spécialisé, obligation de faire référence à l'actualité, etc.

Cependant, la véritable difficulté n'était pas là. Elle tenait à un état d'esprit contradictoire. D'un côté, j'étais mû par une véritable fureur. On était en plein délire « éthique ». Tout le monde fusionnait hypocritement la politique et un catéchisme stupide. La contre-révolution intellectuelle, dans la forme du terrorisme moral, imposait comme modèle universel les turpitudes du capitalisme occidental. Les prétendus « droits de l'homme » servaient partout à anéantir toute invention d'une pensée libre. Mon livre tendait de ce fait à être un pamphlet. Bien des fois, mon éditeur et ami dut m'inviter à modérer mes invectives. Mais d'un autre côté, les questions soulevées relevaient d'une discipline de pensée subtile et nouvelle. Je n'avais pas encore tiré toutes les conséquences pratiques (et éthiques, justement)

de l'ontologie des vérités exposée, cinq ans plutôt, dans *L'Être et l'événement*. De sorte que bon nombre de développements étaient pour moi-même nouveaux et risqués.

J'étais ainsi tendu entre la tentation simplificatrice des pamphlets et la nécessaire rigueur des inventions conceptuelles. La solution, si solution il y a, fut de dissiper peu à peu la fureur idéologique dans la construction philosophique. Tel qu'il est, le livre commence comme une charge politique contre l'idéologie des droits de l'homme, et par une réhabilitation de l'anti-humanisme des années soixante. Il s'achève par l'esquisse d'une éthique des vérités. J'oppose alors à l'animal humain, dont on ne peut dire quels sont les « droits », le sujet proprement dit, fragment local d'une procédure de vérité, et création immortelle d'un événement.

Le plus étonnant est que cet alliage un peu bizarre de contre-courant idéologique (le moralisme, la victimisation de toutes choses, faisaient alors *consensus*) et de schématisme conceptuel eut un grand succès, y compris dans les lycées. C'est à ce jour, avec *Manifeste pour la philosophie*, mon livre le plus vendu. Comme il m'arrive quelquefois, beaucoup de gens me savent gré de prendre le risque de dire librement ce qu'il est inconvenant de dire. Et les mêmes, ou d'autres, savent aussi que je ne prends ce risque que sur le fond d'une création philosophique réelle, et donc pour des raisons profondes, et non pour me faire remarquer. La vérité, du reste, est que je suis bien trop timide pour aimer me faire remarquer.

Je peux aujourd'hui considérer ce livre, paru il y a presque sept ans, sous ses deux aspects : la polémique idéologique, et la construction théorique.

Sur le premier point, je n'ai rien à regretter. Il y a eu l'intervention des bombardiers occidentaux contre la Serbie, l'intolérable blocus de l'Irak, ou les menaces contre Cuba. Tout cela reste légitimé par un débordement incroyable de prêches moralisateurs. Le Tribunal international s'apprête manifestement à saisir et juger, au nom des « droits de l'homme », quiconque entreprendra, où que ce soit, de contester l'ordre mondial dont l'OTAN, c'est-à-dire les Américains, est le gardien armé. Le totalitarisme « démocratique » n'a fait que s'installer plus encore. Il est plus que jamais nécessaire que les esprits libres se lèvent contre cette pensée servile, contre le moralisme misérable au nom duquel on veut nous contraindre à accepter le train du monde et son injustice absolue. Tout au plus peut-on remarquer que le *consensus* s'affaiblit lentement. Il y a eu un débat sur l'intervention contre la Serbie, débat qui n'avait pas vraiment eu lieu à propos de la Bosnie, ou à propos de l'Irak. L'impérialisme américain, la servilité européenne sont plus dénoncés qu'ils ne l'étaient il y a quelques années. Certes, l'ennemi, conforté par l'écroulement du socialisme autoritaire, est partout dominant. Mais il est aussi vrai que nous entrons dans une longue période de recomposition de la pensée politique émancipatrice et des forces effectives qui lui correspondent. On versera, comme mots d'ordre

complémentaires de cette recomposition, les deux énoncés qui s'imposent : dissolution de l'OTAN, et dispersion du Tribunal pénal international.

Quant à la construction théorique, il faut bien dire que les idées de ce petit livre, si elles sont bien orientées, ne constituent qu'une esquisse. Je suis en train de les développer, et parfois de les modifier, sur au moins quatre points.

1. Le concept de situation est très important, puisque je soutiens qu'il ne peut y avoir d'éthique générale, mais seulement une éthique des vérités singulières, donc une éthique relative à une situation. Or, une situation, je le sais aujourd'hui, ne peut être pensée seulement comme un multiple. Il faut aussi tenir compte des relations qui s'y trament, et dont le ressort est la façon dont un multiple *apparaît* dans la situation. Il en résulte qu'une situation doit être pensée à la fois, dans son être, comme multiple pur (conformément à ce qui est exposé dans *L'Être et l'événement*), et dans son apparaître, comme effet d'une législation transcendantale. Tout cela sera développé dans le livre à paraître, titré *Logiques des mondes*, que je conçois comme la suite de *L'Être et l'événement*.

2. Je ne peux maintenir aujourd'hui que la seule trace d'un événement dans la situation que cet événement affecte est le nom donné à cet événement. Cette théorie supposait qu'il y ait deux événements et non un seul (l'événement-événement et l'événement-nomination), et aussi deux sujets et non un seul (le sujet qui nomme

l'événement, et le sujet fidèle à cette nomination). Je pose donc qu'un événement est implicatif, en ceci que se détache de lui un énoncé, qui subsiste comme tel une fois l'événement disparu. Cet énoncé était antérieurement indécidé, ou d'une valeur incertaine. L'événement en décide la valeur (en fixe la véridicité), et, ce faisant, modifie toute la logique de la situation (tout son régime transcendantal). Autrement dit, là encore, il faut compléter la théorie ontologique de l'événement par une théorie logique. Le détail de ces développements se trouve dans mon séminaire des années 96/97 et 97/98. Il sera repris dans *Logiques des mondes*.

3. Le sujet ne peut pas être seulement le sujet fidèle à l'événement. Ce point concerne tout particulièrement l'éthique. Car je ne parvenais pas à expliquer l'apparition de *nouveautés réactionnaires*. Toute la théorie du nouveau se concentrait dans la procédure de vérité. Mais il est évident, après tout, que la réaction, ou même les puissances de mort, enregistrent la force créatrice d'un événement. J'avais du reste déjà souligné que le nazisme était inexplicable sans référence au communisme, et plus précisément à la révolution d'octobre 17. J'ai donc dû admettre que l'événement ouvre un espace subjectif où prennent place, non seulement la figure subjective fidèle, progressiste et véridique, mais d'autres figures, tout aussi nouvelles, quoique négatives, comme la figure réactive, ou encore ce que je nomme le « sujet obscur ».

4. La trajectoire de vérité, enfin, ne doit pas être rapportée à la seule consistance multiple de la situation, ou à la seule « encyclopédie des savoirs » qui y figure. Il faut éclairer comment elle s'accommode des transformations logiques. Ce qui revient à poser la question de *l'apparaître* des vérités, quand je n'avais jusqu'ici traité que celle de leur être (à savoir que les vérités sont des multiplicités *génériques*).

On le voit : l'arrière-plan théorique du présent livre est en mouvement. Il n'en reste pas moins solide, à mes yeux, sur l'essentiel, et proposer en outre une introduction à la fois animée et consistante aux vastes entreprises par lesquelles je tente de déplacer les enjeux de la philosophie contemporaine.

Je ne veux pas terminer sans remercier à la fois les éditions Verso, pour leur confiance intellectuelle et militante, et Peter Hallward, un ami véritable, et ce d'autant plus qu'il est souvent en désaccord avec mes théories.

Avril 2000

## INTRODUCTION

Certains mots savants, longtemps confinés dans les dictionnaires et la prose académique, ont la chance, ou la malchance — un peu comme une vieille fille résignée qui devient, sans comprendre pourquoi, la coqueluche d'un salon — de sortir soudain dans le plein air du temps, d'être plébiscités, publiés, cités, pressés, télévisés, mentionnés jusque dans les discours gouvernementaux. Le mot *éthique*, qui sent si fort son grec, ou son cours de philosophie, qui évoque Aristote (l'*Éthique à Nicomaque*, un best-seller fameux !), est aujourd'hui sous les feux de la rampe.

*Éthique* concerne, en grec, la recherche d'une bonne « manière d'être », ou la sagesse de l'action. À ce titre, l'éthique est une partie de la philosophie, celle qui ordonne l'existence pratique à la représentation du Bien.

Ce sont sans doute les stoïciens qui ont avec le plus de constance fait de l'éthique, non pas seulement une partie, mais le *cœur même* de la sagesse philosophique. Le sage est celui qui, sachant discerner les choses qui dépendent de lui de celles qui n'en dépendent pas, organise sa volonté autour des premières, et endure impassiblement les secondes. On rapporte du reste

que les stoïciens avaient coutume de comparer la philosophie à un œuf, dont la coquille était la Logique, le blanc la Physique, et le jaune l'Éthique.

Chez les modernes, pour qui la question du sujet est, depuis Descartes, centrale, *éthique* est à peu près synonyme de moralité, ou — dirait Kant — de raison pratique (différenciée de la raison pure, ou raison théorique). Il s'agit des rapports de l'action subjective, et de ses intentions représentables, avec une Loi universelle. L'éthique est principe de jugement des pratiques d'un Sujet, que ce sujet soit individuel ou collectif.

On notera que Hegel introduit une fine distinction entre « éthique » (*Sittlichkeit*) et « moralité » (*Moralität*). Il réserve le principe éthique à l'action *immédiate*, cependant que la moralité concerne l'action *réfléchie*. Il dira par exemple que « l'ordre éthique consiste essentiellement dans la décision immédiate.<sup>1</sup> »

L'actuel « retour à l'éthique » prend le mot dans un sens évidemment flou, mais certainement plus proche de Kant (éthique du jugement) que de Hegel (éthique de la décision).

En vérité, *éthique* désigne aujourd'hui un principe de rapport à « ce qui se passe », une vague régulation de notre commentaire sur les situations historiques (éthique des droits de l'homme), les situations technico-scientifiques (éthique du vivant, bio-éthique), les situations « sociales » (éthique de

l'être-ensemble), les situations médiatiques (éthique de la communication, etc.

Cette norme des commentaires et des opinions est adossée à des institutions et dispose de sa propre autorité : il y a des « commissions nationales d'éthique », nommées par l'État. Toutes les professions s'interrogent sur leur « éthique ». On monte même des expéditions militaires au nom de l'« éthique des droits de l'homme ».

Au regard de l'inflation socialisée de la référence à l'éthique, l'enjeu du présent essai est double :

— Dans un premier temps, il s'agira d'examiner la nature exacte de ce phénomène, qui est, dans l'opinion et dans les institutions, la tendance « philosophique » principale du moment. On essaiera de montrer qu'il s'agit en réalité d'un véritable nihilisme et d'un menaçant déni de toute pensée.

— Dans un deuxième temps, on disputera à cette tendance le mot *éthique*, en lui donnant un tout autre sens. Au lieu de le lier à des catégories abstraites (l'Homme, le Droit, l'Autre...), on le rapportera à des *situations*. Au lieu d'en faire une dimension de la pitié pour des victimes, on en fera la maxime durable de *processus singuliers*. Au lieu que n'y soit en jeu que la bonne conscience conservatrice, il en ira du destin *des vérités*.

## L'HOMME EXISTE-T-IL ?

L'« éthique », dans l'acception aujourd'hui courante du mot, concerne de façon privilégiée les « droits de l'homme » — ou, subsidiairement, les droits du vivant.

On suppose qu'il existe un sujet humain partout reconnaissable, et qui possède des « droits » en quelque sorte naturels : droit de survivre, de n'être pas maltraité, de disposer de libertés « fondamentales » (d'opinion, d'expression, de désignation démocratique des gouvernements, etc.). Ces droits sont supposés évidents, et faire l'objet d'un large consensus. L'« éthique » consiste à se préoccuper de ces droits, à les faire respecter.

Ce retour à la vieille doctrine des droits naturels de l'homme est évidemment lié à l'effondrement du marxisme révolutionnaire et de toutes les figures de l'engagement progressiste qui en dépendaient. Dépourvus de tous repères collectifs, dépossédés de l'idée d'un « sens de l'Histoire », ne pouvant plus espérer une révolution sociale, nombre d'intellectuels, et avec eux de larges secteurs de l'opinion, se sont, en

politique, ralliés à l'économie de type capitaliste et à la démocratie parlementaire. En « philosophie », ils ont redécouvert les vertus de l'idéologie constante de leurs adversaires de la veille : l'individualisme humanitaire et la défense libérale des droits contre toutes les contraintes de l'engagement organisé. Plutôt que de chercher les termes d'une nouvelle politique d'émancipation collective, ils ont en somme adopté les maximes de l'ordre « occidental » établi.

Ce faisant, ils ont dessiné un violent mouvement réactif, au regard de tout ce que les années soixante avaient pensé et proposé.

### **1. La mort de l'Homme ?**

Michel Foucault avait alors fait scandale en énonçant que l'Homme, conçu comme sujet, était un concept historique et construit, appartenant à un certain régime du discours, et non une évidence intemporelle capable de fonder des droits ou une éthique universelle. Il annonçait la fin de la pertinence de ce concept, dès lors que le type de discours qui seul lui donnait sens était historiquement périmé.

De même, Louis Althusser énonçait que l'histoire n'était pas, comme le pensait Hegel, le devenir absolu de

l'Esprit, ou l'avènement d'un sujet-substance, mais un processus rationnel réglé, qu'il nommait un « procès sans sujet », et auquel n'avait accès qu'une science particulière, le matérialisme historique. Il en résultait que l'humanisme des droits et de l'éthique abstraite n'étaient que des constructions imaginaires — des idéologies —, et qu'il fallait s'engager dans la voie qu'il appelait celle d'un « anti-humanisme théorique ».

Dans le même temps, Jacques Lacan entreprenait de soustraire la psychanalyse à toute tendance psychologique et normative. Il montrait qu'il fallait distinguer absolument le Moi, figure d'unité imaginaire, et le Sujet. Que le sujet n'avait aucune substance, aucune « nature ». Qu'il dépendait, et des lois contingentes du langage, et de l'histoire, toujours singulière, des objets du désir. Il s'ensuivait que toute vision de la cure analytique comme restauration d'un désir « normal » était une imposture, et que, plus généralement, il n'existait aucune norme dont puisse se soutenir l'idée d'un « sujet humain » dont la philosophie aurait eu pour tâche d'énoncer les devoirs ou les droits.

Ce qui était ainsi contesté était l'idée d'une identité, naturelle ou spirituelle, de l'Homme, et par conséquent le fondement même d'une doctrine « éthique » au sens où on l'entend aujourd'hui : législation consensuelle concernant les hommes en général, leurs besoins, leur vie et leur mort. Ou